



31^{ième} session du Conseil des droits de l'homme
Point 10 de l'ordre du jour
Dialogue individuel avec l'Experte indépendante sur la République
centrafricaine (21.3.2016)

Intervention du Luxembourg

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe à la déclaration de l'Union européenne.

Nous remercions Madame Keita-Bocoum pour son excellent travail et son engagement sans faille.

Le Luxembourg salue la tenue des élections présidentielles et législatives dans un climat apaisé : nous appelons toutes les parties à respecter les résultats et en fin de compte, la volonté du peuple centrafricain. Il s'agit d'une étape décisive qui devrait ouvrir la voie à la clôture de la période de transition et au retour à l'ordre constitutionnel.

Pour autant, nous sommes conscients que les défis restent de taille : la situation de sécurité demeure précaire, les tensions intercommunautaires persistent et l'autorité étatique ne s'étend toujours pas sur l'ensemble du territoire. Les autorités centrafricaines doivent intensifier leurs efforts pour mieux protéger la population vivant dans des régions qui se trouvent encore sous le contrôle de groupes armés et qui reste vulnérable.

Ma délégation appelle également instamment tous les acteurs à poursuivre leurs efforts dans la démobilisation des enfants soldats et de prévenir toute régression à cet égard.

Monsieur le Président,

La mise en œuvre globale des recommandations issues du Forum de Bangui demeure cruciale en vue d'assurer la sécurité, la paix durable et la justice. La lutte contre l'impunité restera essentielle pour promouvoir la réconciliation nationale. Dès lors, il importe de rendre opérationnel la Cour pénale spéciale dans les meilleurs délais, ainsi que de restaurer le système judiciaire et l'Etat de droit dans l'ensemble du territoire.

Dans ce contexte, Madame Keita-Bocoum, quels sont les obstacles principaux qui entravent pour l'heure l'opérationnalisation de la Cour pénale spéciale ?

Je vous remercie.